

Marianne Debouzy, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Repères », 1984, 128 p.

Serge Denis

Numéro 7, hiver 1985

Projection internationale du Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040491ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040491ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Denis, S. (1985). Compte rendu de [Marianne Debouzy, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Repères », 1984, 128 p.] *Politique*, (7), 159–164. <https://doi.org/10.7202/040491ar>

**Marianne Debouzy**, *Travail et travailleurs aux États-Unis*, Paris, Éditions La Découverte, coll. «Repères», 1984, 128 p.

Il y a un peu plus d'une dizaine d'années, les recherches par des spécialistes francophones des sciences sociales sur le mouvement ouvrier américain étaient presque inexistantes. Outre les livres, par ailleurs excellents, de Daniel Guérin, il semble que l'ampleur du sujet, les traits originaux si évidents de l'organisation de classe aux États-Unis déroutaient.

Quelques représentants de la nouvelle génération d'historiens, de politologues et de sociologues de langue française ont entrepris

de pallier cette carence. Marianne Debouzy occupe une place de premier ordre dans ce renouveau. Ses articles antérieurs l'ont fait connaître comme l'une des premières spécialistes francophones du mouvement ouvrier américain. Le premier livre qu'elle présente aujourd'hui, *Travail et Travailleurs aux États-Unis*, confirmera l'appréciation. Il constitue un apport réel à la compréhension de la situation actuelle de la classe ouvrière américaine et de ses différentes composantes, partiellement aussi de son mouvement organisé, et cela, eu égard à la production tant en langue française qu'en langue anglaise. Sa maîtrise du sujet nous évite, en même temps, les écueils de l'exotisme, du «tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil» d'Élisabeth Vailland dans *Voyage dans l'Amérique de gauche* (Fayard, 1972), aux jugements sans appel sur un syndicalisme de «droite», «intégré» de l'A.F.L. — C.I.O., comme on entend encore trop souvent au Québec et en France.

En 128 pages, Marianne Debouzy réussit le tour de force d'une présentation (suffisamment) approfondie et extrêmement intelligente des éléments essentiels qui conditionnent la(les) vie(s) ouvrière(s) aux U.S.A., au travail comme à la maison, tout en introduisant aux principaux courants américains contemporains d'explication scientifique de ces réalités. Elle dégage clairement les aspects structureaux de l'existence de classe qui tendent à contrecarrer les mouvements unifiés, tout en illustrant de faits récents l'apparent paradoxe depuis longtemps signalé: les travailleurs des U.S.A. n'ont toujours pas évolué vers une opposition d'ensemble au régime en place, mais ils font régulièrement preuve d'une capacité de combat et de mobilisation peu commune. Elle souligne également en quoi la crise économique d'aujourd'hui amène le patronat et les gouvernements à mettre en question la position plus ou moins reconnue du syndicalisme («post-war deal»), à vouloir, d'une certaine façon, fragmenter les lieux de représentation syndicale officielle et s'émanciper des acquis ouvriers dans l'usine: grilles des salaires, respect des qualifications, système des «work

rules». En ce sens, le moment présent des rapports patronat-classe ouvrière annoncerait un tournant dans l'histoire sociale des États-Unis, dont on ne peut encore véritablement cerner la direction.

L'articulation analytique de la présentation apparaît logique. Mme Debouzy débute par une étude sur «la formation de la classe ouvrière et du mouvement syndical», question centrale parce que la classe ouvrière des U.S.A. a notamment été formée par apports successifs d'immigrants, ce qui a partiellement servi à contrer le développement d'une «conscience de classe». Elle aborde ensuite le problème du redéploiement géographique et technologique de l'industrie américaine, et de ses effets sur le mouvement ouvrier et les travailleurs, tout en analysant la quasi cristallisation de marchés du travail différenciés. Elle poursuit par une étude détaillée des conditions de vie des ouvriers(ères) américains(nes), en montrant comment leur position sociale devient de plus en plus aléatoire. Elle termine par une évaluation rapide des possibilités de résistance devant l'offensive patronale. Au passage, Marianne Debouzy a trouvé le moyen d'aborder spécifiquement le cas de certains secteurs industriels: automobile, extraction du charbon, électronique. Tout cela, en un nombre de pages forcément limité par le format même des publications de la collection «Repères», mais sans zones d'ombre gênantes. Par exemple, sur les données objectives rendant compte des difficultés de mise en mouvement coordonnée de la classe ouvrière, les éléments d'explication sont convainquants: inégalité de la protection sociale et de l'aide aux chômeurs — confinant au fouillis selon les états et la nature des emplois —, «segmentation» du marché du travail entre ouvriers syndiqués des monopoles industriels et femmes travailleuses, minorités raciales et immigrants récents non syndiqués des industries soumises à une forte concurrence, selon une théorie que Marianne Debouzy reprend de la New Left américaine tout en la critiquant correctement.

Il aurait été intéressant, à notre point de vue, que l'étude touche davantage le mouvement ouvrier comme réalité

sociale constituée, dans ses liens avec la société ambiante et dans sa dynamique interne. Son existence représente l'une des grandes différences de la conjoncture « objective » moderne d'avec celles du 19<sup>e</sup> siècle et du début des années 1930. Par exemple, Marianne Debouzy discute brièvement la problématique de « l'exceptionnalisme américain ». L'un des caractères « exceptionnels » les plus évidents du mouvement ouvrier des États-Unis, c'est son mode particulier d'articulation à la société politique. Il n'y a pas de socialisme ni de travaillisme de masse dans ce pays, mais les syndicats n'en pratiquent pas moins une action politique qui s'avère à l'occasion très importante (par exemple, la campagne à l'investiture démocrate de l'aspirant Mondale). Il aurait été bon, croyons-nous, d'aborder, même sous forme d'indications, comment se vit cette action politique au niveau régional et national, quelles en sont les principales manifestations, les lieux forts aussi — entre autres au niveau de la géographie électorale. Il n'y a pas de parti de classe aux U.S.A., et pourtant la discipline du vote ouvrier et populaire est étonnante. Le syndicalisme a réussi à faire disparaître, finalement de façon très efficace, les premiers engouements pro-Wallace. Richard Hamilton, par exemple, a repris dans *Class and Politics in the U.S.* (1972) l'analyse des principaux sondages d'opinion menés aux États-Unis depuis la fin de la 2<sup>e</sup> guerre. Il en arrive à la conclusion que la classe ouvrière a toujours appuyé les projets réels de réforme économique et sociale, et met en pièces les vieilles théories voulant que cette même classe soit la source des attitudes racistes et autoritaires dans le pays. En revanche, nous sommes personnellement convaincus que l'absence d'une formation politique indépendante rend compte qu'une grande partie des acquis sociaux soient inégalement répartis, souvent consignés dans des accords particuliers. Cela aussi atomise la force de classe, obstrue la compréhension, davantage ou tout autant aujourd'hui que le fait institutionnel du fédéralisme. Il faut noter ainsi que la puissance constituée du syndicalisme américain peut

réussir, lorsque mise ne mouvement, à homogénéiser les réactions de classe, par delà la fragmentation objective de cette dernière. Nous pensons, en particulier, à l'immense manifestation convoquée par l'A.F.L. — C.I.O. en appui aux contrôleurs aériens et contre les politiques économiques du Président Reagan: sous le nom de Solidarity, elle rassembla plus de 400,000 travailleurs, venus de tous les coins du pays et de tous les secteurs industriels et manufacturiers, en la plus grande manifestation sociale de l'histoire des États-Unis devant la Maison Blanche. Et cela, en ce début de la décennie 1980, où il est de bon ton de parler de la « faiblesse » des syndicats aux États-Unis, du caractère presque désespéré de leur avenir, etc.

Soulignons deux autres éléments qui méritent discussion. Dans la première de son étude, Marianne Debouzy revient sur la question des possibilités particulières de mobilité sociale aux U.S.A. lors de la période essentielle de formation de la classe ouvrière, à la lumière notamment des plus récentes études sur le sujet. Traditionnellement, la plupart des auteurs considéraient que ces possibilités avaient été exceptionnelles, lorsque mises en relation avec la situation des autres classes ouvrières. Ce fait expliquait aussi, en partie, les difficultés d'éclosion d'une conscience de classe. Des études plus contemporaines (entre autres le *False Promises* de Stanley Aronowitz, 1973) ont prouvé qu'il fallait mettre des bémols à cette thèse. Mme Debouzy mentionne tout cela, mais nous avouons ne pas très bien saisir si elle en conclut qu'on a exagéré les phénomènes de capillarité sociale, ou s'ils n'ont finalement pas eu l'influence qu'on leur attribuait. À notre avis, il s'agit de la seule zone d'ombre dans les thèmes étudiés. Il y a ici une forme d'éclectisme qui surprend; sans nécessairement trancher, on aurait apprécié que l'auteure indique les pistes de solution qui lui semblent justes dans ce débat. Pour notre part, en étant prêt à concéder tous les « bémols », il reste évident que ces phénomènes ont constitué

un facteur réel, qui a massivement concourru à donner au développement du mouvement ouvrier américain ses traits particuliers.

Il nous semble, par ailleurs, que Marianne Debouzy exagère l'apport spécifique des législations fédérales à l'expansion et à la consolidation du syndicalisme américain. Elle reprend partiellement les thèses contemporaines sur le «corporate liberalism», bien que la notion ne soit pas traitée comme telle, et fait procéder le «légalisme» actuel de la direction A.F.L. — C.I.O. du cadre juridique favorable à l'action syndicale qu'aurait mis en place le grand capital éclairé. Thèse qui, à notre avis, caricature par exemple les rapports de Roosevelt avec le C.I.O. naissant dans la décennie déterminante des années 1930. L'impulsion première à la constitution des unions industrielles est venue de la classe ouvrière elle-même et de quelques chefs A.F.L., contre les souhaits et les interventions de la Maison Blanche. Le cadre juridique alors sanctionné (décision de 1937 de la Cour Suprême sur le Wagner Act) a, en quelque sorte, consigné une réalité qu'avait déjà imposée une formidable explosion de grèves avec occupation. Il nous apparaît que le point de vue présenté par Mme Debouzy suggère ici un type d'intégration qui force la réalité.

Cela dit, notre évaluation d'ensemble de *Travail et travailleurs aux États-Unis* demeure celle que nous annoncions dans les premiers paragraphes. Contribution nécessaire et excellente à la connaissance d'un sujet trop souvent laissé pour compte, et qui a le mérite de présenter un tour d'horizon succinct et néanmoins fort enrichissant d'une réalité et de problématiques importantes. Ajoutons que le style de Marianne Debouzy est particulièrement agréable, toujours vivant, et, surtout, jamais rébarbatif, malgré la somme de données colligées et analysées en un si petit nombre de pages.

Serge Denis,

Université d'Ottawa